

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3^{ème} année:

N°270 DU MERCREDI
13 DECEMBRE 2017

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Lors d'une rencontre avec ses militants à Abuja

Hama Amadou demande aux humanistes de se préparer...



Dans une vidéo amateur qui circule sur les réseaux sociaux, le président du MODEN FA Lumana africa, Hama Amadou, a tenu, comme toujours, un langage de vérité face à ses militants résidents au Nigeria. C'était le dimanche 10 décembre 2017. Il leur demande, et au-delà, à tous les Nigériens, de se préparer à faire face avec efficacité à la gestion de l'Etat...

Lire page 3

Coopération militaire : le Niger au banc des accusés ?

ÉCONOMIE :

Pression fiscale : quand le président Issoufou compare le Niger et la France

Fait divers

Quand la voiture de la fille ivre d'un dignitaire de Niamey fait tonneau ...



Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”,

Vos efforts pour chercher ce que vous avez trouvé à la tête de l'Etat mais que vous avez gaspillé m'ont rappelé l'histoire de la cigale et de la fourmi

J'ai appris que des enquêteurs français ont séjourné à Niamey, du lundi 4 au mardi 5 décembre 2017 aux fins d'écouter les protagonistes connus de l'uraniumgate. Le séjour de ces enquêteurs, appris de source incontestable, n'est pas, je le sais, pour vous plaire.

Il est synonyme de sombres perspectives judiciaires pour Hassoumi Massoudou et ses complices non encore cités dans le dossier, mais qui vont nécessairement être découverts et dénoncés. Les choses s'accélérent et ce déplacement de Niamey, selon les échos que j'ai de ce séjour, a permis aux enquêteurs de lever le voile noir qui couvre certains aspects cruciaux. Le plus idiot du village sait que «HassoumiMassoudou n'est pas seul», mais il faut bien qu'une enquête officielle, sérieuse et objective, puisse établir l'identité de ses complices, leurs motivations et leurs desseins. Je puis vous dire, sur la foi de ce que j'ai appris, que la Brigade financière française a presque bouclé son enquête. J'ai bien lu des informations tendant à faire croire que le juge français qui a séjourné à Niamey était là pour former les juges du pôle financier de Niamey. Le mensonge, comme on dit, a beau courir, il se fait toujours rattraper par la vérité. HassoumiMassoudou, lui, sait, que le juge français a bel et bien séjourné à Niamey et que c'est bien dans le cadre de l'uraniumgate. Il le sait, tout comme tous ceux qui, au Grand hôtel, ont été rencontrés, ensemble, par ce juge qui est d'ailleurs reparti dès le mercredi 6 décembre, au soir. Le jour où les choses vont péter et qu'il ne servira plus à rien de véhiculer de fausses informations, on verra bien ce que ces manipulateurs de conscience vont raconter. Pour le moment, laissez-moi vous conter la petite histoire du séjour du juge français à Niamey.

Monsieur le “Président”,

Arrivé à Niamey le lundi 4, en provenance de Paris, par Air France, le juge français s'est voulu très discret, n'établissant de contact qu'avec les protagonistes dont il avait sans doute les noms avant d'être à Niamey. Parmi les personnes qui étaient autour de lui, il y avait notamment Boureima Issoufou, ancien président de la Halcia et des journalistes dont mon informateur n'a pas les noms. Ayant écouté tous les protagonistes de l'affaire, il est reparti aussitôt en France. La communication est un échange. Il a appris de ceux qu'il a écoutés, mais il a également «donné». L'obscur trajet qu'ont pris les montants générés par l'uraniumgate, les destinations finales, les bénéficiaires et les projets montés, tout est dans sa besace. Pour ne pas gêner le secret de l'instruction judiciaire en cours, je me garde d'étaler tout ce qui va être nécessairement être su, un jour.

Pour le moment, reprenez que le récent séjour des enquêteurs français à Niamey n'avait pour objet que de faire un peu de sensationnel, histoire de faire comprendre à HassoumiMassoudou et à tous ceux qui sont liés à ce dossier, de près ou de loin, que la procédure judiciaire enclenchée en France, puis «douchée» sous François Hollande, est relancée de plus belle.

Monsieur le “Président”,

Vous avez quitté le pays depuis le ...2017 et je vous dire que les choses vont de mal en pire. Hier, les étudiants, furieux d'attendre en vain des promesses qui ne sont pas tenues, ont finalement fait le pied de grue devant le Trésor national. Je sais que vos services de police vous ont briefé par rapport au cours des événements au pays, mais ils ne le feront jamais comme je le fais. Outre les étudiants, beaucoup de compatriotes grincent des dents, les conditions de vie devenant de plus en plus difficiles, pour ne pas dire insupportables. Certains, ne voyant aucune perspective d'espoir, se muent, loin des regards de ceux qui les connaissent, en mendiants occasionnels. Généralement, ils s'entourent la tête de turban, histoire de ne pas risquer d'être reconnus. Ils se disent diminués dans leur honneur et leur dignité d'homme, mais ils se disent sans autre alternative. Le slogan TayiTawri est plus que jamais de rigueur. Evidemment, vous ne pouvez pas savoir à quoi vos compatriotes sont confrontés et ceux qui vous entourent l'ignorent autant que vous.

Comment peut appréhender les dures réalités de la vie de ses compatriotes lorsqu'on peut impunément détourner 15 000 tonnes d'une aide alimentaire en pleine insécurité alimentaire ?

Comment peut-on convaincre que l'on se soucie de leurs conditions de vie et que l'on est affecté par les difficultés auxquelles ils sont confrontés lorsqu'on peut accorder des cadeaux fiscaux à des firmes internationales et accabler ses compatriotes d'impôts et de taxes ?

Monsieur le “Président”,

Tandis que vous menez votre opération de séduction à Paris, dans les couloirs de l'hôtel Méridien m'a-t-on dit, vos compatriotes, eux, tirent le diable par la queue, au pays. Laissez-moi vous dire que j'ai rencontré maints cadres supérieurs de l'Etat, parfois à de hauts postes de responsabilité, se plaindre et confesser publiquement que le pays est à terre.

Savez-vous que le salaire n'est pas fait à l'Assemblée nationale qu'hier, mardi 12 décembre ?

Savez-vous que le fonds d'aide à la presse n'a pas été payé depuis deux exercices et que l'actuel bureau du Conseil supérieur de la communication achève sa mission en mars

2108 ?

Il y a plein de rumeurs qui circulent sur l'état des finances publiques. Si elles sont fondées, le désordre est incommensurable.

Monsieur le “Président”,

J'ai appris que beaucoup de rencontres internationales, et pas des moindres, se déroulent actuellement à Paris et je me suis demandé si cela n'est pas de nature à éclabousser la table ronde que, selon le calendrier dont j'ai eu connaissance, vous allez personnellement présider. J'ai découvert que le mardi 12 se tient le Sommet international sur le climat et que le 13, suivra le Sommet du G5 sahel consacré au financement de la force conjointe, au château de la Celle Saint-Cloud, en banlieue parisienne. Dans le cadre de la réunion de soutien au G5 Sahel, le président français, Emmanuel Macron, animera une conférence de presse conjointe avec Angela Merkel, Alpha Condé et Ibrahim Boubacar Keïta. Et comme il n'y a jamais deux sans trois, le Président Macron aura également, le même jour, l'Arbre de Noël de l'Elysée et l'inauguration de l'exposition Pasteur, au Palais de la Découverte et de la Cité des Sciences. Une journée bien plus que remplie. Et puis, le 14 décembre, seconde journée consacrée à la table ronde, Macron s'envolera pour Bruxelles où il doit prendre part au Conseil européen. L'agenda joue contre vous au point où vos efforts pour chercher ce que vous avez trouvé à la tête de l'Etat mais que vous avez gaspillé m'ont rappelé l'histoire de la cigale et de la fourmi.

Monsieur le “Président”,

Permettez-moi de rapporter cette fable de Jean De La Fontaine qui illustre la situation dans laquelle vous avez plongé le Niger.

La cigale, ayant chanté tout l'été, se trouva dorénavant, quand la bise fut venue. Pas un seul petit morceau de mouche ou de vermisseau. Elle alla crier famine chez la fourmi, sa voisine, la priant de lui prêter quelque grain pour subsister, jusqu'à la saison nouvelle. Je vous paierai, lui dit-elle, avant l'Oùt [ndlr : août], foi d'animal. La fourmi n'est pas prêteuse. C'est là son moindre défaut.

-Que faisiez-vous au temps chaud ?, dit-elle à cette emprunteuse.

-Nuit et jour, à tout venant, je chantais, ne vous déplaie.

-Vous chantiez ? J'en suis fort aise. Eh bien, dansez maintenant.

Monsieur le “Président”,

Je ne crois pas en la moindre chance de succès de vos projets. Les bailleurs de fonds peuvent bien faire mille promesses mais n'engageront pas un copeck tant que la gouvernance n'aura pas changé dans le bon sens. Pour le moment, le curseur est désespérément dans le rouge.

Mallami Boucar

Lors d'une rencontre avec ses militants à Abuja

Hama Amadou demande aux lumanistes de se préparer...

Dans une vidéo amateur qui circule sur les réseaux sociaux, le président du MODEN FA Lumana africa, Hama Amadou, a tenu, comme toujours, un langage de vérité face à ses militants résidents au Nigeria. C'était le dimanche 10 décembre 2017. Il leur demande, et au-delà, à tous les Nigériens, de se préparer à faire face avec efficacité à la gestion de l'Etat. **« Vous savez bien dans quelle situation se trouve notre pays aujourd'hui. Le Niger est dans une situation très difficile et les populations souffrent énormément. Mais vous ne pouvez pas dire que parce que nos adversaires sont en difficultés, que vous allez vous en réjouir/ Vous devez plutôt vous prépa-**

rer à assumer l'alternance. Les Nigériens n'attendent pas que Lumana africa prenne le pouvoir et que leurs souffrances continuent. Ils attendent de Lumana africa qu'il change leurs conditions de vie en les améliorant. C'est pourquoi, il faut se préparer à ne pas commettre les mêmes erreurs, conseille Hama Amadou à ses militants.

Les enseignements à tirer de cette intervention du chef de file de l'opposition sont de plusieurs ordres. D'abord, Hama Amadou est confiant quant à l'alternance démocratique au Niger ; ensuite, il a conscience des lourdes responsabilités que les attentes du peuple placent en lui ; il laisse entendre également qu'une fois



le pouvoir conquis, il faudra beaucoup de rigueur et d'engagement pour sortir le pays du gouffre dans lequel l'a plongé la catastrophique gouvernance de la Renaissance. Une fois encore, et loin des caméras des

télévisions et des journalistes, Hama Amadou confirme qu'il reste et demeure l'homme de la situation pour faire avancer le Niger, mis sur cales sous la gouvernance de Issoufou Mahamadou. **Adam**

Incendie station service : nous sommes tous en danger !

Le mardi 12 décembre 2017, une station-service a pris feu au quartier Cité chinois. Si, pour l'instant, l'on ne déplore aucune perte en vie humaine en dehors d'un blessé, cet incident repose le débat sur la pléthore de stations-service çà et là dans les quartiers de Niamey au milieu des habitations. En effet, depuis que la SORAZ a été inaugurée, les lieux de vente de carburant poussent comme des champignons et la plus part appartiennent aux

ténors de la Renaissance. On se rappelle, Mohamed Rhissa dit RIMBO avait créé des dizaines de stations dans le pays avant d'en revendre une bonne partie à la société française Total. Ces stations érigées dans les quartiers négligent les moindres mesures de sécurité. Ce qui met en danger les populations quand on sait la nature explosive des carburants entreposés



Les points sur les I

L'affaire Sidi Lamine, du nom de ce trafiquant de drogue dure (cocaïne) pris en flagrant délit transaction entre mafieux qui a mal tourné est toujours au point zéro, gelée par les gouvernants qui, par des subterfuges, ont trouvé les moyens d'empêcher la procédure de levée d'immunité parlementaire. Or, le procès, s'il s'était tenu, aura permis de démanteler maints réseaux de trafiquants. Mahamadou Issoufou ne peut être fier d'un tel blocage, étant en définitive responsable de la façon dont la justice est conduite dans ce pays. Comment peut-on s'ériger en défenseurs d'un trafiquant de drogue ? Qui est réellement derrière la protection dont a bénéficié cet homme ? Si Mahamadou Issoufou n'a aucune responsabilité dans ce déni de justice, il reste qu'il ne peut prouver son impuissance dans la situation déplorée. S'il a pu faire en sorte que l'ensemble des députés composant sa majorité à l'Assemblée nationale votent, presque à l'unanimité, le projet de loi de finances 2018, il ne peut prétendre être incapable de faire de même pour la levée de l'immunité parlementaire de Sidi Lamine. Avec le trafic de tramadol qui affecterait, selon le Niger et le Mali, c'est une autre page de trafics qui s'ouvre sur la gouvernance de Mahamadou Issoufou. L'après Issoufou sera difficile et les Nigériens devront s'armer de rigueur et de don de soi pour juguler tous les fléaux qui ont prospéré depuis sept ans, dans ce pays.

Mallami Boucar

Libération probable de maître INAZEL ABDOURAMANE S'achemine-t-on vers une grossière manipulation ?

C'est la question qui préoccupe plus d'un praticien du droit, car il est universellement reconnu que les magistrats qui ont l'insigne honneur de siéger dans une cour de cassation représentent la crème des crèmes en matière de jurisprudence. Et ce ne serait pas celle du Niger qui dérogerait à cette vertu cardinale dédiée à cet aréopage de sages qui est tenu de lire et de dire le droit, rien que le droit en dernier ressort. Ces magistrats qui ont l'énorme privilège d'apprécier, de juger et de jauger la pertinence des décisions rendues en première instance et en appel doivent être des modèles et des cas d'écoles à plusieurs égards. C'est pour cela qu'ils ont l'absolue obligation de ne pas se dérober, encore moins violer le code d'éthique et de déontologie que commande l'exercice de leur noble magistrature. Le cas de maître INAZEL, impliqué dans plusieurs dossiers de faux portant sur des propriétés immobilières, incarcéré à la prison civile de Kollo, est digne d'intérêt. Selon des sources proches des milieux judiciaires, l'intéressé serait libre de tout mouvement à compter du samedi 16 décembre 2017. Si jamais cela advenait, les Nigériens finiront par se convaincre que dans leur pays sévit une justice à double vitesse : celle des pauvres et celle des nantis.

Affaire à suivre !

Coopération militaire : le Niger au banc des accusés ?

Le Niger, alors que tous les pays du monde défendent leur souveraineté, se laisse conduire par un autre qui lui impose des choix sans qu'il n'ait à comprendre souvent quelque chose dans les choix stratégiques qui se font. Le terrorisme aura servi d'alibi pour autoriser les forces militaires des puissances étrangères à s'installer dans le pays, l'une après l'autre sans que les Nigériens ne soient associés à la prise de telles décisions qui sont d'une gravité extrême. L'Assemblée Nationale, elle-même, n'aura pas été associée dans une telle démarche qui visiblement, implique le magistrat suprême, seul avec ses partenaires occidentaux dont il est l'allié privilégié (?) dans la lutte contre le terrorisme et contre la migration. Elles profitaient d'une analyse simpliste du magistrat suprême, pour investir et envahir le pays : « sans ces forces étrangères, nous apprend-il, notre armée est sourde et aveugle », et cela aura suffi à inviter des forces venues d'ailleurs à s'installer dans le pays et à aliéner notre souveraineté.

Le flou artistique...

Pour prêter à Ben Omar Mohamed, une de ses expressions fétiches, l'on peut dire que c'est « un flou artistique » qui entoure les clauses par lesquelles ces bases ont été autorisées à s'installer au Niger. Aujourd'hui, personne ne saurait dire les bases sur lesquelles les bases étrangères sont dans le pays et sans pouvoir régler pourtant le problème qui a servi de prétexte à leur installation. Pendant qu'elles étaient installées avec leurs avions et leurs drones, y compris nos drones avec pilote – dixit Massaoudou – l'on a tué et brûlé dans le pays, endeuillant notre peuple et notre armée. Et les Nigériens se posaient mille et une questions, mettant en doute, et à juste titre, la sincérité de ce

partenariat. Au même moment, l'on dit que l'armée nigérienne se plaint de manquer de moyens, exposée à la menace d'un ennemi suréquipé. C'est donc dans un tel contexte que l'on apprend que le Niger autorise l'armée américaine à armer ses drones comme en Afghanistan, pour frapper l'ennemi invisible, avec des sahéliens peureux qui se cachent derrière le protecteur Blanc venant du pays de l'Oncle Sam, tremblant. Depuis que le gouvernement nigérien a rendu public, non sans fierté, la grave décision, les débats s'enflamment tant au Niger qu'en dehors du Niger et notamment sur le continent où bien d'intellectuels se demandent pourquoi le Niger devrait-il tant s'aliéner à accepter d'aussi graves compromissions. Le pays est depuis sous les feux de l'actualité et des critiques. Alors que pour certains analystes, l'on ne peut que s'attendre à de tels rabaissements de notre coopération lorsque d'anciens cadres d'AREVA arrivent au pouvoir et sans doute l'affaire de l'Uraniumgate en est une preuve, pour d'autres lorsqu'on croit à sa souveraineté, l'on ne peut oser prendre pour son pays de telles décisions dont les conséquences pourraient avoir des répercussions dangereuses sur la stabilité même du continent. Et l'on se demande bien pourquoi le président du Niger, à chaque fois, s'empresse de donner suite à toutes les demandes que lui font les forces impériales. Peut-il croire que ce sont elles seules qui peuvent faire la paix ? Il y a pourtant dans l'histoire récente du monde des cas qui montrent à suffisance que les armes, partout où elles vont, ne sèment que terreur et désolation.

Qu'est-ce que l'Afghanistan et l'Irak sont devenus ? Ils ne sont devenus rien d'autre que des poudrières où les attentats sè-



ment la désolation et la psychose, la peur de la vie. Tous les jours. Le seul mérite de ces forces impériales, n'aura été que de chasser un homme du pouvoir en assassinant un dirigeant que l'on a présenté au monde comme un dictateur à éliminer. La paix n'est pas en Irak, tout comme elle n'est pas en Afghanistan malgré les présences militaires étrangères et leurs moyens colossaux.

Plus récemment encore, c'est en Libye, après des noces consommées avec le Grand Guide de la révolution libyenne, que les amis occidentaux s'étaient retournés contre lui, pour, disent-ils, apporter la démocratie félide qui ne se mange pas et tuer – puisque c'est le prix – un homme qui dérange pour ses velléités indépendantistes qu'il nourrit pour toute l'Afrique. Malheureusement, même les dirigeants africains qui avaient profité de ses largesses, de ses investissements, ne purent piper un mot, à fortiori s'indigner de l'élimination par des forces impérialistes du dirigeant d'un pays africain souverain. On a alors tué Kadhafi et la scène barbare et macabre a été diffusée au monde comme un trophée à la gloire de l'impérialisme survivant. Une aile qui permettait à l'Afrique de voler est ainsi cassée. La Libye, est alors débarrassée de celui qui serait un tyran mais qui avait su apporter à son peuple, unité et mieux être. Aujourd'hui, dans le chaos que vit ce pays, dans

le borbier où on l'a planté sans aucune perspective, sans doute qu'ils sont nombreux en Libye à regretter le tyran et à lui préférer mille fois, la démocratie que les armes de l'Occident ont apportée dans le pays. On ne parle même plus de démocratie dans ce pays mais de chaos libyen...

Ces cas qui ne sont pas exhaustifs, sont une leçon pour le monde. La guerre ne peut être que l'ultime recours car la guerre par essence est d'abord destruction. Il faut donc se méfier de ces puissances destructrices de la machine que l'impérialisme détient par ses avancées technologiques et qu'elle propose souvent aux pays faibles pour avoir à les dominer davantage. Il se trouve qu'au 21^{ème} siècle, il reste encore des dirigeants africains qui ne peuvent pas croire à l'Afrique et aux Africains pour vouloir s'inféoder à leur pouvoir et continuer à vivre en valets de l'impérialisme ainsi qu'une littérature l'avait déjà reproché à certains dirigeants au début des années 60.

Une question qui réveille un malaise...

Sur France 24, encore une fois, le président du Niger est allé parler, disons qu'il est allé pour communiquer, et soigner certainement une image à l'approche du sommet des donateurs du G5 Sahel. On lui fait d'abord observer que la France avait émis la même demande des Américains,

Suite page 5

Suite de la page 4

à savoir la possibilité d'armer leurs drones au Niger, mais le Niger avait refusé. Et le journaliste lui demande, maintenant que l'Amérique a eu plus de chance que la France, serait-il possible, si France, renouvelait la même demande, que le Niger l'autorise finalement à armer elle aussi ses drones ? Question embarrassante et l'on a vu à quel point le président bégayait presque, surpris sans doute par la question, pour ne pas savoir, la réponse qu'il fallait donner. Le président nigérien est ainsi surpris dans un piège car cette question insidieusement peut vouloir dire également qu'il y a là désormais, une préférence nigérienne par rapport à l'Amérique plutôt qu'avec la France avec laquelle nous entretenons traditionnellement des relations séculaires. Quand on sait aussi le refroidissement des relations du Niger avec la France depuis le départ de Hollande, une telle question ne peut qu'effrayer. L'autre aspect dérangeant de cette question vient de ce que, posant cette question, le journaliste met le président nigérien dans l'embarras. Pourquoi autoriser aujourd'hui l'Amérique et ne pas le faire demain à la France. Et un autre jour encore, à un autre, puis à un autre... On ne s'en sortira pas et la faute aura été d'avoir déjà autorisé un autre et comment le justifier sans offusquer quand d'autres forces sont aussi dans le pays avec leurs drones ? Et les Africains nous regardent ! Le Niger, s'il faut continuer dans cette logique, ne sera plus notre pays souverain mais un pays sous occupation étrangère. Et il y a de bonnes raisons pour les Nigériens de s'inquiéter.

Comment la Renaissance, va-t-elle gérer cette situation que ses imprudences lui ont créée ? Se peut-il qu'elle soit pour le régime des camarades une erreur fatale ? Le monde nous regarde et critique le Niger avec de telles légèretés...

WALÉ

ÉCONOMIE :

Pression fiscale : quand le président Issoufou compare le Niger et la France

Lors de son dernier entretien sur Africa News, Issoufou Mahamadou, répondant à une question de la journaliste qui lui demandait son appréciation du budget 2018 que des Nigériens sont en train de dénoncer, lui reprochant d'être antisocial parce que ne tenant pas compte des attentes légitimes des Nigériens, avait une réponse qui a surpris plus d'un Nigérien. Et la réponse du président fait sourire la journaliste, sans doute pour marquer sa désapprobation quant à son appréciation. Et pour cause, le président pour justifier la pertinence des choix faits dans la nouvelle loi de finances, il compare l'imposition du Niger à celle de la France. Peut-il vraiment convaincre à oser cette comparaison qui ne peut s'appuyer sur aucun critère objectif quand on sait que les réalités économiques des deux pays sont totalement différentes. Qu'est-ce que le Niger a de comparable avec la France si ce n'est que celle-ci exploite et profite de notre uranium ?

L'économie du Niger est-elle comparable à celle de la France à qui nous demandons aide et soutien tout le temps ? Le niveau de vie du Nigérien est-il comparable à celui du Français pour vouloir que ce qui s'impose au Français le soit au Nigérien qui est, selon le classement du PNUD, l'homme le plus misérable de la terre ? Issoufou Mahamadou nous apprend que la pression fiscale est à peine de 16% alors même qu'elle est de 34% en France. On aura compris que pour le président nigérien, ce qu'il



impose à ses compatriotes ne serait que négligeable quand on considère ce que le Français paie comme impôts et taxes. Si les Nigériens pouvaient supporter autant que les Français, pourquoi alors devons-nous mendier auprès des Français des aides budgétaires pour nous acquitter de dépenses de souveraineté ? Cette comparaison ne convainc pas. Pour convaincre, le président du Niger devrait comparer ce qui est comparable et notamment en confrontant la situation fiscale du Niger à celle d'autres pays qui ont la même structure économique telles que certaines économies de l'espace UEMOA. Là même, peut-on comparer par exemple le Côte d'Ivoire au Niger ? Et puis, entre nous, qu'est-ce qui a changé dans la vie des Nigériens pour vouloir leur imposer autant de taxes ? Rien, leur vie se précarise chaque jour et cette loi va en rajouter !

Si la Renaissance peut transformer le Niger pour donner à son économie les atouts de l'économie française avec une technologie et une industrie de pointe, des infrastruc-

tures ultramodernes, des écoles élitistes, des centres de santé performants, une activité commerciale dynamique, un niveau de vie qui placerait le Niger parmi les nations puissantes du monde, sans doute que les Nigériens ne se plaindront pas de ce que les socialistes veulent imposer aux Nigériens alors même qu'ils n'ont jamais été aussi pauvres.

Si c'est la France que les Camarades regardent pour choisir pour les Nigériens, il faut reconnaître qu'ils se seraient ainsi éloignés des réalités qui sont les nôtres. Ce qui ne peut leur permettre de bien poser un diagnostic et de réussir la thérapeutique. Les Nigériens sont pauvres et se paupérisent : ils ne peuvent pas supporter cette pression fiscale qu'on veut leur imposer au forceps.

Dans cette histoire il n'y a qu'une seule vérité qui vaille : gérer bien le Niger, gérer rigoureusement les deniers publics, lutter sans état d'âme contre l'impunité, la corruption et la concussion, réduire drastiquement le train de vie de l'État qui frise la luxure insolente...

WALÉ

DECLARATION DE LA SECTION MPR JAMHURIYA DE NIAMEY

« Quelle ne fut notre surprise de voir l'actuel Gouverneur de Niamey, en violation flagrante des textes du Parti, s'ériger en maître des lieux, s'adonnant publiquement à des activités politiques qui ont d'autres conséquences que de ternir l'image du MPR JAMHURIYA. »

Depuis quelques jours la Section MPR JAMHURIYA de Niamey vit une situation inédite à l'allure d'un complot savamment orchestré par des mercenaires dont nul ne peut comprendre les intentions.

Mais visiblement ils sont animés d'une volonté mesquine tendant à déstabiliser les fondements de notre cher Parti le MPR JAMHURIYA.

En effet, les militantes, militants et sympathisants de la Section de Niamey et certains camarades des autres sections du parti observent, à travers les médias, certains de nos camarades égarés à la solde d'un parvenu qui fut chassé d'un parti politique ami pour incompétence et trahison, agir comme responsables de la dite Section et se promènent de quartier en quartier sous le fallacieux prétexte qu'ils ont reçu mandat du Président du MPR Jamhuriya son Excellence Albadé Abouba pour une soi-disant restructuration des instances du Parti.

Ils prétendent mettre en place des bureaux crédibles en vue de créer une Section parallèle à la Section légitime mise en place depuis le 13 août 2017 sous la supervision des deux représentants du Bureau Politique en l'occurrence Mr Siradj Issaka et Mr Issoufou Oumarou respectivement Secrétaire à la Communication et Secrétaire aux Relations Extérieures dument mandatés par le Président du Parti et qui ont reconnu la régularité du processus de renouvellement de cette instance si stratégique pour la vie de notre Parti.

Depuis cette date, les militantes et militants de la Section de Niamey, sous la conduite de Elhadj Amadou Salifou, se sont attelés à renforcer la cohésion et l'engagement politique au sein de ladite Section afin de mettre en place des stratégies ambitieuses de reconquête de son leadership à Niamey.

Pour rappel, récemment encore, la Section de Niamey sous la conduite de El hadj Amadou Salifou s'est vue confiée l'organisation intégrale du deuxième anniversaire du Parti tenu le 15 octobre 2017 au Palais du 29 Juillet avec comme Président du comité d'organisation Mr Hamidou Garba, Secrétaire à l'organisation du Bureau Politique National et Secrétaire Général de la Section MPR JAMHURIYA de Niamey.

Ceci démontre clairement, qu'à l'instar des autres sections, la Section de Niamey existe bel et bien et se porte à merveille surtout que les vidéos et photos de la dernière rencontre nationale sont illustratives car El hadj Amadou Salifou, assis avec les autres Présidents de Section autour de son Excellence Albadé Abouba avait lu son discours de bienvenue en tant que Président de la Région organisatrice.

Hélas, aujourd'hui des individus, pour leurs intérêts mesquins et égoïstes, s'ac-



tivent à détruire notre section chèrement renouvelée à la demande du Bureau Politique National par lettre N°001/2017/MPR/SG du 21 Février 2017 et conduite par El hadj Amadou Salifou qui n'a ménagé ni son énergie ni son expérience politique pour faire du MPR JAMHURIYA ce joyau que tout le monde envie aujourd'hui.

Cette situation sournoise a commencé malheureusement à semer le doute dans l'esprit de nos valeureux et fidèles militants car ces mercenaires font croire à l'opinion publique que la section de Niamey n'existe pas et que c'est maintenant qu'il faille la mettre en place.

Nous voulons rappeler à ces aventuriers politiques et à leurs complices dont certains sont des responsables de section et membres du Bureau Politique, que maintenant les masques sont tombés et qu'ils nous verront sur leur chemin car le MPR JAMHURIYA à une histoire.

Cette histoire, chacune et chacun des responsables du Parti, à quel que niveau que ce soit, doit se la rappeler. La lutte qui a conduit au congrès des 28 et 29 novembre 2015 n'a pas été facile et chacun connaît la contribution qui était la sienne.

Pour notre part, nous pouvons nous vanter, sans démagogie aucune, que la Section de Niamey a joué un rôle de premier ordre dans la création et le développement du Parti.

Aussi, nous voulons rappeler que, comme tout Parti politique, le MPR JAMHURIYA est régi par des textes et que nul n'est au-dessus de ces textes.

C'est le lieu ici d'interpeller le Président du Parti son Excellence El hadj Albadé Abouba en sa qualité de garant du respect des textes fondamentaux du Parti pour qu'il se démarque vis-à-vis de tels agissements.

Militantes et Militants

Quelle ne fut notre surprise de voir l'actuel Gouverneur de Niamey, en violation flagrante des textes du Parti, s'ériger en maître des lieux, s'adonnant publique-

ment à des activités politiques qui ont d'autres conséquences que de ternir l'image du MPR JAMHURIYA.

Nous lui rappelons, qu'il a intérêt à se référer aux textes du Parti qu'il méconnaît d'ailleurs, que pour prétendre à une responsabilité dans une section, il faut en être au moins membre d'une de ses structures.

Or, à ce que nous sachions le Gouverneur Saidou Zataou Ali est membre du bureau politique au titre de la section de Tahoua, ce qui lui confère son poste.

Nous constatons avec regret que le Gouverneur actuel de Niamey, au lieu de remercier et rendre service à la section de Tahoua grâce à laquelle il est ce qu'il est aujourd'hui, a opté plutôt de lui tourner le dos et penser se forger une place à Niamey parce qu'il est Gouverneur de la Région.

Le plus choquant et inacceptable, c'est de constater, qu'au lieu de s'atteler à sa fonction pour servir les populations de Niamey, il se met à utiliser abusivement les moyens de l'État pour mettre en place illégalement des bureaux et tenir des meetings sous haute protection policière alors que de telles activités lui sont interdites par la constitution en tant que Gouverneur d'une Région.

En dépit de l'utilisation des biens de l'État pour ses ambitions personnelles, chose que d'ailleurs aucun responsable ne fait, les pratiques peu orthodoxes du Gouverneur Saidou zataou Ali notamment l'intrusion dans notre Section, le recrutement de mercenaires avec ses complices et le mépris des textes du Parti ne peuvent être qualifiées que de déplorables.

Il dit à qui veut l'entendre qu'il a été mandaté par son Excellence El hadj Albadé Abouba pour prendre la Section de Niamey. CE QUI EST FAUX et ARCHI FAUX, car nous avons la conviction que le Président Albadé Abouba ne commettra jamais cette erreur de violation des textes du parti.

La paranoïa du Gouverneur Zataou l'incite à croire qu'au MPR JAMHURIYA les pré-

sidents des sections sont nommés comme il l'a mentionné récemment dans un point de presse.

Militantes et Militants

Maintenant que nous nous sommes rendus compte de l'ampleur du complot et après avoir démasqué les responsables hypocrites et complices, la section de Niamey décide, dès cet instant, d'utiliser tous les moyens légaux afin de faire échec à cette aventure malheureuse et inappropriée afin de prouver à ces égarés qu'ils sont des apprentis qui prennent leurs rêves pour des réalités en violation flagrante des textes du Parti.

Nous rappelons à Monsieur le gouverneur qui fait feu de tout bois pour déstabiliser la section de Niamey, qu'il a trahi sa section d'origine en changeant de section sans l'en informer au préalable ou le notifier à la structure d'accueil conformément à l'article 15 alinéa 8 et 21 des statuts du parti.

À toutes fins utiles nous mettons en garde ce dernier et ses mercenaires en les informant que le non-respect des dispositions des Statuts et du Règlement Intérieur est une violation flagrante des textes du parti et exposera le contrevenant à des sanctions disciplinaires voire même des poursuites judiciaires.

Rappelons encore à cette horde d'ingrats qui, certainement se reconnaîtront, qu'ils se sont fait humilier en cherchant à déstabiliser leur propre structure afin de faire la promotion de certains aventuriers politiques qui ne peuvent jamais leur offrir ce dont ils avaient bénéficié par le passé et pour mémoire, depuis la création du Parti le 15 Octobre 2015, notre section n'a jamais été confrontée à une telle tentative de déstabilisation, et jamais un militant n'a eu si peu d'égard pour les impératifs d'unité et de discipline dont seule l'observance stricte nous a permis de tenir face aux nombreuses vicissitudes par lesquelles nous sommes passés.

Dans tous les cas nous leur disons que Dieu saura leur rendre le prix de leur trahison.

Enfin, nous assurons toutes les militantes et tous les militants ainsi que les sympathisants du MPR JAMHURIYA de la Section de Niamey de notre ferme détermination à combattre toute sorte de complot tendant à saper la quiétude au sein de la Section et cela quel que soit le prix.

Nous demandons à chacune et à chacun de vous de cultiver plus que jamais les valeurs qui ont toujours fait la force de notre Parti, à savoir l'estime et le respect mutuels ainsi que la solidarité et la discipline.

Nous devons rester sereins, vigilants et confiants et envisager les prochaines échéances électorales avec plus d'engagement et de détermination.

Fait divers

Quand la voiture de la fille ivre d'un dignitaire de Niamey fait tonneau ...

Nous sommes dimanche soir aux encablures du village Goudel. Une voiture 4X4 conduite par de jeunes gens dont une fille roulant à tombeau ouvert perd le contrôle et fait des tonneaux. Les images témoignent de la gravité de l'accident.

Heureusement, aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée. Les jeunes ont vite débarrassé les lieux et avant de revenir plus tard arracher les plaques d'immatriculation du véhicule et disparaître dans la nature. En fait, sur probablement, les conseils avisés des parents, il ne fallait pas que les plaques d'immatriculations restent sur la voiture et



permettre ainsi l'identification du propriétaire qui se trouve être un membre influent, très influent même du régime en place. C'est sans doute ce qui explique leur insouciance vis-à-vis du fait que les services de constats viennent trouver la voiture sans plaques d'immatriculation.



Ça, c'est « gérable » au niveau de l'Etat. L'essentiel est que les curieux genres « Le Monde d'aujourd'hui » ne soient au courant des faits. Mais c'était sans compter avec les yeux et oreilles disséminés un peu partout à Niamey et même au Niger. Voilà ! Nous sommes au courant

et nous continuons nos investigations afin de mettre la main sur une preuve nous permettant de dévoiler à nos lecteurs, l'identité de la personnalité dont la fille saoule est protagoniste de cet accident.

Affaire à suivre !

Adam

Déclaration des familles des fds mis aux arrêts dans les prisons du Niger

Chers concitoyens, il y a quelques mois, nous rendions une déclaration pour tirer la sonnette d'alarme relativement à la situation intenable que vivent nos époux, frères et fils fds. Aujourd'hui encore la situation de ces éléments des fds gardés en prison depuis plus de deux (2) ans pour certains n'a guère connu une évolution. Pire, notre précédant appel est resté sans suite. C'est pourquoi nous avons décidé de saisir cette date historique de la célébration de la déclaration universelle des droits de l'homme pour encore rappeler aux responsables du Tribunal militaire que nos parents fds gardés en prison pour certains supposés manquements à la discipline militaire sont, eux aussi, des citoyens de ce pays qui ont

droit à la justice.

En effet, ce tribunal militaire refuse, et cela en violation du statut et règlement militaire, de traiter et juger avec équité les dossiers des détenus comme prôné par l'égalité devant la loi pour tous les citoyens civils comme militaires devant la justice.

Devons-nous comprendre que le tribunal militaire qui enfreint aux règlements élémentaires de la procédure pénale soit au-dessus de la justice du tribunal du droit commun ?

Ces soldats n'ont-ils droit à l'équité de la loi devant la justice ?

Ce tribunal militaire continuera-t-il à réduire au silence du fond de leurs cellules ces soldats qui pourtant ont choisi de donner leur vie pour défendre ce pays ?

Ainsi c'est comme ça que ces soldats seront remerciés pour tout le sacrifice qu'ils ont consenti pour ce pays. Nous demandons alors aux élus du peuple de se saisir de cette situation combien révoltante car ces FDS seront mieux au front à défendre ce pays que de les garder en prison pendant une telle durée sans aucune suite.

Dans ces moments difficiles et de désespoir qui nous animent, car des mois se sont écoulés et même des années sans nos parents.

Dans cette pauvreté qui nous consume jour pour jour car nos maris jetés en prison ne perçoivent plus leurs soldes laissant ainsi des foyers sans aucun revenu pour la plus part.

En ce moment où le soleil s'éteint dans nos foyers ! Nous avons saisi

cette date historique de la célébration de la déclaration universelle des droits de l'homme pour porter notre cri de détresse auprès des autorités nigériennes au premier rang desquelles le président de la République Mahamadou Issoufou, Chef suprême des armées et Premier magistrat de la République pour que ces FDS puissent retrouver leur liberté car derrière ces FDS en prison souffrent de milliers de femmes et enfants.

Nous savons, Excellence Monsieur le Président, que votre souci premier est l'amélioration des conditions de vie et de travail de nos FDS.

Nous n'avons d'autre choix que cet appel ultime et nous comptons sur votre sens élevé d'humanisme pour que ces soldats puissent retrouver leurs familles et aussi leur mission de sécurisation de notre cher pays.



Financement de la force conjointe G5 Sahel : réunion au sommet à Paris ce mercredi

Au lendemain du sommet de Paris sur le climat qui s'est ouvert ce mardi, une réunion à la Celle Saint-Cloud, en région parisienne, réunira le président français, les membres du G5 Sahel ainsi que la chancelière allemande, le Premier ministre italien, le ministre saoudien des Affaires étrangères et le président de la Commission de l'UA. Objectif : discuter du financement de la force conjointe antiterroriste.

À Abidjan, le 29 novembre, en marge du sommet UA-UE, Emmanuel Macron et ses homologues du G5 Sahel étaient convenus de se revoir le mercredi 13 décembre à Paris, au lendemain du sommet international sur le climat, afin de poursuivre leur discussion sur la mise en place de la force conjointe de l'organisation sahélienne et d'évoquer son financement – sur les 450 millions d'euros nécessaires pour son lancement, seule la moitié a pour l'instant été rassemblée.

Recrudescence des attaques aux frontières

Face aux attaques répétées dans la zone dite « des trois frontières » (Mali, Burkina Faso, Niger), tous jugent indispensable d'accélérer le déploiement de cette force. « Il faut enclencher une dynamique militaire pour inverser la tendance », glisse une source à l'Ély-



sée.

Le président Macron a convié à cette réunion, qui se tiendra au château de la Celle Saint-Cloud, en banlieue parisienne, les dirigeants des pays membres du G5 Sahel : Roch Marc Christian Kaboré (Burkina Faso), Ibrahim Boubacar Keïta (Mali), Mohamed Ould Abdelaziz (Mauritanie), Mahamadou Issoufou (Niger) et Idriss Déby Itno (Tchad).

Les Saoudiens promettent 100 millions d'euros

Sont également attendus Angela Merkel, la chancelière allemande, Paolo Gentiloni, le Pre-

mier ministre italien, et Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'UA.

La France a en outre invité le ministre saoudien des Affaires étrangères, dont on attend qu'il officialise le versement d'une aide qui pourrait atteindre 100 millions de dollars, ainsi que son homologue des Émirats arabes unis. Côté américain, le conseiller national à la lutte contre le terrorisme devrait être présent.

Par Jeune Afrique

Une prière pour Baba Alpha

Notre confrère Baba Alpha, incarcéré avec son père depuis plus de six mois pour une sordide affaire d'acte de naissance qui serait frauduleuse, va comparaître en appel le 8 janvier 2018, devant la Cour d'appel de Niamey. Un procès que Baba Alpha, son père et tous ceux qui, d'origine étrangère mais n'ayant pas un autre pays que le Niger auquel ils restent profondément attachés, attendent avec beaucoup d'espoir. Beaucoup d'espoir car ce procès n'est pas que celui de Baba Alpha et de son père ; il est, malheureusement, celui de tous ceux qui sont venus dans ce pays, qui ont appris à l'aimer et en devenir finalement des citoyens à part entière. C'est le procès de tous ces hommes et femmes, des millions sans doute qui, venant du Nigeria ou du Tchad, de Libye ou d'Algérie, du Mali ou du Burkina Faso, du Bénin ou encore du Togo, pour ne citer que ceux-là, ont choisi le Niger comme patrie, d'y vivre et de se battre, par les moyens dont ils disposent, pour le rayonnement des couleurs nationales, le développement du Niger, voire sa défense, au prix de mille sacrifices qui peuvent aller jusqu'au sacrifice suprême. Il n'est point besoin de citer des noms, pourtant



illustres, qui ont dignement servi le Niger, dans tous les secteurs d'activités. Comme il n'est pas d'ailleurs besoin d'aller fouiller dans les archives, pour constater quelques fautes ou négligences, mais qui n'ont pas empêché aux bénéficiaires de faire preuve de loyauté et d'engagement au service de la nation. Baba Alpha passera en appel. Et par-delà le fait qu'Omar Sidi, celui qui lui a fait établir l'acte de naissance mis en cause, a bénéficié, depuis longtemps, d'un non-lieu et qu'il ne nous sied pas de commenter une décision de justice, il faut prier pour Baba Alpha, son père ainsi que tous les Nigériens qui, par ce procès, se sentent stigmatisés et diminués.

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIE D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

**RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S**

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

**Directeur de publication
Ibrahim A. YERO
CEL : 90.06.78.46**

**Directeur Commercial
Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12**

**Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur
les presses de la G.I.N**